

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES**

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

COMITE NATIONAL DE COORDINATION

SECRETARIAT TECHNIQUE

RAPPORT SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TOGO EN 2014

CEDEAO

Avril 2015

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
RESUME	4
SUMMARY	6
INTRODUCTION	8
I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE	10
I.1. Secteur réel	10
I.1.1. Evolution de l'offre globale	10
I.1.2. Evolution de la demande globale	11
I.1.3. Prix et inflation	12
I.2. Finances publiques et dette publique	13
I.2.1. Finances publiques	13
I.2.1.1. Recettes et dons	14
I.2.1.2. Dépenses et prêts nets	15
I.2.1.3. Soldes et financement	15
I.2.2. Dette publique	15
I.2.2.1. Dette extérieure	15
I.2.2.2. Dette intérieure	16
I.3. Secteur monétaire	17
I.3.1. Avoirs extérieurs nets	17
I.3.2. Crédit intérieur	18
I.3.2.1. Position nette du gouvernement	18
I.3.2.2. Crédits à l'économie	18
I.3.3. Masse monétaire	18
I.4. Secteur extérieur	19
I.4.1. Commerce spécial	19
I.4.1.1. Exportations	19
I.4.1.2. Importations	20
I.4.1.3. Balance commerciale	21
I.4.2. Balance des paiements	21
I.4.2.1. Estimations de la balance des paiements 2014	21
I.4.2.1.1. Solde des transactions courantes et de capital	21
I.4.2.1.2. Compte financier	22
II. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE	24
III. HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS	25
III.1. Protocoles et Conventions de la CEDEAO non encore ratifiés par le Togo	25
III.2. Libre circulation des personnes et des biens, droit de résidence et d'exercice des professions libérales	26
III.3. Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO	26
III.4. Activités du Comité National de Coordination (CNC)	26
IV. PERSPECTIVES 2015	27
CONCLUSION	30
ANNEXE	31

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	:	Avoirs extérieurs nets
AIGE	:	Aéroport international Gnassingbé Eyadema
BCEAO	:	Banque centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BOAD	:	Banque Ouest-africaine de développement
BTP	:	Bâtiment et travaux publics
CDDI	:	Commissariat des douanes et droits indirects
CEDEAO	:	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CI	:	Commissariat des impôts
DTS	:	Droits de tirage spéciaux
FAD	:	Fonds africain de développement
FBCF	:	Formation brute de capital fixe
FCFA	:	Franc de la communauté financière africaine
FMI	:	Fonds monétaire international
IDA	:	International development association
IHPC	:	Indice harmonisé des prix à la consommation
PAL	:	Port autonome de Lomé
PAP	:	Programme d’actions prioritaires
PIB	:	Produit intérieur brut
PNG	:	Position nette du gouvernement
PNIASA	:	Programme national d’investissement agricole et de sécurité alimentaire
SCAPE	:	Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l’emploi
TVA	:	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	:	Union économique et monétaire Ouest-africaine
VA	:	Valeur ajoutée

RÉSUMÉ

Au titre de l'année 2014, l'environnement économique international a été marqué par une accélération de la croissance dans les pays développés et un ralentissement dans les pays émergents et les pays en développement par rapport à 2013. Au total, la croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3,4% dans un contexte de baisse des prix du pétrole, de séquelles de la crise financière et de variation des taux de change provoquées par des changements effectifs ou attendus des politiques monétaires. Ces facteurs continueront d'orienter les perspectives économiques en 2015 où la croissance mondiale serait de 3,5%.

Au plan national, le taux de croissance réel est de 5,9% en 2014 contre 5,4% en 2013. Cette croissance est tirée notamment par les secteurs primaire et tertiaire. La moyenne de l'IHPC sur les douze mois de l'année 2014 se chiffre à 114,0 contre 113,8 sur la même période de l'année précédente, soit un taux d'inflation de 0,2%. Il est noté une régression des exportations et des importations en valeur et une aggravation du déficit commercial par rapport à 2013.

L'exécution des opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2014, comparativement à 2013, est caractérisée par un accroissement de 5,6% des recettes totales et dons et une progression de 2,0% des dépenses totales et prêts nets, traduisant une amélioration du solde global base caisse qui passe de -106,7 milliards de FCFA en 2013 à -100,2 milliards de FCFA en 2014.

S'agissant des transactions avec le reste du monde, elles seraient caractérisées par un déficit courant de 275,2 milliards de FCFA en 2014, représentant l'équivalent de 12,2% du PIB. Le solde du compte de capital serait excédentaire de 156,0 milliards de FCFA, soit une progression de 0,3 milliard de FCFA tandis que le solde du compte financier serait déficitaire de 42,3 milliards de FCFA. En conséquence, le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 77,0 milliards de FCFA contre un excédent de 41,6 milliards de FCFA en 2013.

Sur le plan monétaire, la situation à fin décembre 2014 comparée à celle de fin décembre 2013 est marquée par une dégradation de 77,0 milliards de FCFA de la position extérieure nette et un renforcement de 110,7 milliards de FCFA du crédit intérieur. En contrepartie, la masse monétaire a progressé de 97,9 milliards de FCFA.

En 2015, les productions de phosphate, de clinker et de ciment seraient en hausse tout comme l'ensemble des industries manufacturières et des industries extractives. Avec un taux d'exécution du programme d'investissement public fixé par hypothèse à 70%, le niveau de l'investissement public serait de 257,3 milliards de FCFA contre une réalisation de 207,3 milliards de FCFA en 2014, apportant une contribution positive à la croissance. Les bâtiments et travaux publics bénéficieraient de cette progression des dépenses d'investissement public ainsi que les industries connexes, notamment les aciéries et les cimenteries. L'activité de transport proviendrait du PAL avec la mise en service du troisième quai et de la nouvelle darse, et de l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma (AIGE) après la mise en service de la nouvelle aérogare.

L'augmentation attendue de la production de phosphate, de coton, de clinker et de produits manufacturiers aurait un impact favorable sur les exportations de biens.

AU REGARD DE CES HYPOTHÈSES, LE TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL PASSERAIT DE 5,9% EN 2014 À 5,8% EN 2015. TOUS LES SECTEURS DE L'ÉCONOMIE CONTRIBUERONT À LA CROISSANCE.

SUMMARY

The international economic environment was marked in 2014 by an acceleration of the growth in the developed countries and a deceleration in the emerging and developing countries compared to 2013. Overall, world economic growth was established at 3.4% in a context of decline in oil price, the aftermaths of the global financial crisis and the variation of exchange rates caused by effective or expected changes of monetary policies. These factors will continue to influence the economic outlooks in 2015 when the world growth is expected to reach 3.5%.

At the national level, real economic growth rate is 5.9% in 2014 against 5.4% in 2013. This growth is drawn in particular by the primary and tertiary sectors. The average of the IHPC¹ over the twelve months in 2014 amounts to 114.0 compared to 113.8 over the same period of the previous year that is an inflation rate of 0.2%. It is noted a decrease of exportations and importations in value as well as an aggravation of the trade deficit compared to 2013.

The execution of the financial operations of the Government for the year 2014, compared to 2013, is characterized by an increase of 5.6% of the total revenues and grants and an increase of 2.0% in total expenditure and net lending, leading to an improvement in the overall balance cash basis which went from -106.7 billion CFAF in 2013 to -100.2 billion CFAF in 2014.

Transactions with the rest of the world would be marked by a 275.2 billion CFAF deficit of the current account balance in 2014, representing 12.2% of the GDP. Capital account balance will yield a 156.0 billion CFAF surplus of, that is a 0.3 billion CFAF increase while the financial account balance would register a 42.3 billion CFAF deficit. Consequently, the overall balance would come out with a 77.0 billion CFAF deficit against a 41.6 billion CFAF surplus in 2013.

On the monetary plan, the situation at the end of December 2014 compared to that of the end of December 2013 is marked by a 77.0 billion CFAF decline in the net foreign assets and a 110.7 billion CFAF increase in the domestic credit. Consequently, the money supply increased by 97.9 billion CFAF.

In 2015, phosphate, clinker and cement production of would rise just like the manufacturing and mining industries. With a rate of execution of the program of public investment fixed by assumption at 70%, the level of the public investment is projected to at 257.3 billion CFAF against a realization of 207.3 billion CFAF in 2014, yielding a positive contribution to the economic growth. Housing and construction industries would profit from this progression of public investment expenditure as well as the related industries, in particular the steel-works and the cement factories. The activity of transport would come from the Lome Port Authority with the operation of the third quay and the new harbor, and the Gnassingbe Eyadema international airport (IAGE) after the operation of the new air terminal.

The expected increase in the production of phosphate, cotton, clinker and manufacturing products would have a favorable impact on the exports of goods in 2015.

¹ The Harmonized Index of Consumer Prices

Taking into account these assumptions, the real economic growth rate would be 5.8% in 2015, broadly the same rate of 5.9% in 2014. All the sectors of the economy will contribute positively to the growth.

INTRODUCTION

❖ Environnement économique mondial

L'environnement économique international a été marqué en 2014 par une accélération de la croissance dans les pays développés et un ralentissement dans les pays émergents et les pays en développement par rapport à 2013. En dépit de ce fléchissement, les pays émergents et les pays en développement représentaient encore trois quarts de la croissance mondiale en 2014.

La croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3,4% en 2014 tout comme en 2013, dans un contexte de baisse des prix du pétrole, de séquelles de la crise financière et de variation des taux de change provoquées par des changements effectifs ou attendus des politiques monétaires. Ces facteurs continueront d'orienter les perspectives économiques en 2015 où la croissance mondiale serait de 3,5%.

Aux Etats-Unis, la reprise devrait rester robuste. La croissance estimée à 2,4% en 2014 passerait à 3,1% en 2015 contre 2,2% en 2013. Dans la zone euro, le repli des prix du pétrole, la baisse des taux d'intérêt et la dépréciation de l'euro, ainsi que l'adoption d'une politique budgétaire plus ou moins neutre, devraient stimuler l'activité en 2015. La croissance serait de 1,5% en 2015 contre 0,9% en 2014 contre -0,5% en 2013. Au Japon, la croissance du PIB devrait passer de -0,1% en 2014 à 1,0% en 2015 contre 1,6% en 2013. La reprise progressive s'explique par l'affaiblissement du yen et la baisse des prix du pétrole et des produits de base.

Dans la perspective d'un ralentissement de la croissance en Chine, la conjoncture dans les pays émergents et les pays en développement devrait ralentir en 2015, le taux de croissance passant de 4,6% en 2014 à 4,3% en 2015 contre 5,0% en 2013.

La conjoncture en Afrique subsaharienne devrait suivre la même tendance, la croissance passant de 5,0% en 2014 à 4,5% en 2015, en liaison notamment avec la baisse des prix des produits de base contre 5,2% en 2013.

Dans la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la conjoncture connaîtrait une progression, le taux de croissance s'établissant à 7,2% en 2015 contre 6,6% en 2014 et 5,5% en 2013. La conjoncture dans l'UEMOA serait soutenue par les travaux de construction d'infrastructure engagés dans la plupart des pays membres et par les exportations de produits primaires. Cependant, des risques pèsent sur ces perspectives notamment la baisse de la demande en provenance de la zone euro.

Le taux d'inflation dans la zone UEMOA serait modéré en 2015 et se situerait en deçà de la norme régionale de 3,0% fixée dans le cadre du dispositif de la surveillance multilatérale. En 2014, il est de -0,1%.

❖ Principaux objectifs de politique économique et résultats atteints

La politique économique nationale en 2014 s'est focalisée sur la poursuite des réformes dans la gestion des finances publiques pour le développement institutionnel et le renforcement de la gouvernance économique, la promotion d'une économie

diversifiée et compétitive pour une croissance accélérée, inclusive et durable. A cet effet, le Gouvernement a adopté pour la période 2013–2017, une Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE), dont les grands axes sont : (i) le développement du secteur à fort potentiel de croissance, (ii) le renforcement des infrastructures économiques, (iii) le développement du capital humain, la protection sociale et l'emploi, (iv) le renforcement de la gouvernance et (v) le développement participatif, équilibré et durable. Ces grands axes ont été traduits en Programme d'Actions Prioritaires (PAP). Avec cet outil opérationnel, les autorités togolaises se donnent pour objectifs le maintien de la stabilité macroéconomique et l'amélioration des conditions de vie de la population par la poursuite de l'exécution des différents projets d'appui au secteur agricole et de développement local.

L'année 2014 a été marquée par une hausse de la production agricole vivrière et du coton graine et par un recul de la production de clinker, du ciment et de phosphate. L'activité commerciale a enregistré une progression, de même que le transport, impulsé par le Port autonome de Lomé dont l'activité est en hausse.

D'autres indicateurs dans l'économie en 2014 sont en hausse, notamment la consommation d'énergie électrique et la consommation de produits pétroliers. Les bâtiments et travaux publics (BTP) se sont bien comportés également. Par contre, l'industrie manufacturière et les industries extractives sont en baisse.

Par ailleurs, au titre des finances publiques, il est enregistré une hausse des recettes de l'Etat, un accroissement des dépenses courantes et des dépenses d'investissement par rapport à 2013. Au niveau des comptes monétaires, il est noté une progression des crédits à l'économie et de la masse monétaire.

Les principaux résultats obtenus se présentent comme suit:

- un taux de croissance économique de 5,9% ;
- un niveau d'inflation de 0,2% ;
- un taux de pression fiscale de 20,3% ;
- et un déficit budgétaire dons compris (base caisse) en pourcentage du PIB nominal de 4,4%.

Le présent rapport fait une analyse de la situation économique et financière à travers l'évolution des comptes macroéconomiques au titre de l'année 2014.

I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE

I.1. Secteur réel

L'activité économique a été marquée en 2014 par la poursuite de l'exécution des projets d'appui au secteur agricole à travers le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) et la mise en œuvre de la politique des grands travaux de renforcement des infrastructures économiques. Les nouvelles estimations du PIB² fixent le taux de croissance réel à 5,9% en 2014 contre 5,4% en 2013. Cette croissance est tirée essentiellement par les secteurs primaire et tertiaire. La contre-performance du secteur secondaire s'explique par les difficultés que connaissent les industries extractives.

Le taux d'investissement est passé de 24,0% en 2013 à 22,7% en 2014 sous l'impulsion de la FBCF privée dont la part relative passe de 15,3% en 2013 à 14,1% en 2014 reflétant le ralentissement des investissements réalisés au Port autonome de Lomé (PAL) et l'Aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) qui ont pris fin en 2014.

En valeur, le PIB est passé de 2.064,9 milliards de FCFA en 2013 à 2.262,3 milliards de FCFA en 2014.

I.1.1. Evolution de l'offre globale

- **Le secteur primaire**

La valeur ajoutée (VA) du **secteur primaire** est en hausse de 13,5% contre une stabilité en 2013. Sa contribution à la croissance est de 3,8% contre une contribution nulle en 2013. Cette bonne performance est liée à l'augmentation de la production agricole dont la VA s'accroît de 21,0%.

La production vivrière progresse de 20,8% par rapport à 2013 et s'établit à 5.356,8 milliers de tonnes. Toutes les cultures sont en hausse en 2014 à l'exception du mil et sorgho et de l'arachide qui sont en recul respectivement de 5,0% et 5,9%. Les performances réalisées dans la production vivrière résultent de l'effet combiné des bonnes conditions agro-climatiques et des mesures prises par le Gouvernement afin de garantir la réussite de la campagne agricole notamment l'exécution de plusieurs projets d'appui au développement du secteur primaire à travers le PNIASA.

La production des cultures d'exportation, notamment celle de coton, s'est également orientée à la hausse en passant de 156,3 milliers de tonnes en 2013 à 189,9 milliers de tonnes en 2014. Leur valeur ajoutée est en progression de 21,5% contre une croissance nulle en 2013. Cette performance des cultures de rente est portée principalement par la production du coton en hausse de 28,5% et celle du café en hausse de 92,5%.

² Comité PIB- avril 2015

- **Le secteur secondaire**

La VA du **secteur secondaire** enregistre une hausse de 1,3% en 2014. Sa contribution à la croissance est de +0,3%, en liaison avec une contribution à la croissance de +0,9% des "**BTP**" et de 0,1% de "**Electricité, eau et gaz**" atténuée par la contre-performance des industries extractives et manufacturières dont les contributions sont estimées respectivement à -0,1% et -0,6%.

Au niveau des industries extractives, il est noté un recul de 2,6% de la valeur ajoutée contre une hausse de 6,6% en 2013. La VA du clinker est en baisse de 9,5% après une régression de 19,0% en 2013, tout comme celle du phosphate en recul de 10,0% contre une hausse de 13,5% en 2013.

La VA des industries manufacturières est en baisse de 6,5%. La VA du chapitre "**Electricité, eau et gaz**" progresse de 2,5% contre 3,8% en 2013. La VA des "**BTP**" a connu une progression de 16,5% soutenue par la poursuite des travaux de renforcement et de réhabilitation des infrastructures de base.

- **Le secteur tertiaire**

La VA du secteur tertiaire marchand est en hausse de 1,0%. Les différentes composantes ont évolué comme suit : "**Commerce**" (+0,6%), "**Transports, entrepôts et communications**" (+1,2%), "**Banques, assurances**" (+6,9%) et "**Autres services marchands**" (+0,0%). Sa contribution à la croissance du PIB est de +0,3% en 2014. La VA des branches non marchandes est en hausse de 1,9% contre 9,9% en 2013.

Le PIB nominal en 2014 est de 2.262,3 milliards de FCFA, en augmentation de 9,6% par rapport à 2013. L'indice du déflateur du PIB est en progression de 3,5% par rapport à 2013. Le PIB nominal par habitant passe de 306.642,7 FCFA en 2013 à 326.689,6 FCFA en 2014.

I.1.2. Evolution de la demande globale

Au niveau de la demande globale en 2014, la croissance est essentiellement portée par la consommation finale et l'investissement public.

En 2014, la croissance de 5,9% du PIB réel du côté de la demande est essentiellement portée par la consommation finale privée et l'investissement public. La consommation finale globale à prix courant en 2014 se chiffre à 2.157,4 milliards de FCFA contre 1.965,2 milliards de FCFA en 2013, soit une progression de 9,8%. Elle a représenté 95,4% du PIB contre 95,2% en 2013 impulsée par la consommation privée qui représente 81,4% du PIB. La part de la consommation publique dans le PIB est de 13,9% contre 15,1% en 2013.

La Formation brute de capital fixe (FBCF) totale a enregistré une hausse de 6,8% par rapport à son niveau de 2013 et se chiffre à 526,6 milliards de FCFA. Cette hausse est impulsée par la FBCF publique qui est en progression de 16,8%. La part relative de la FBCF privée est passée de 15,3% en 2013 à 14,1% en 2014, recul qui s'explique par l'achèvement des travaux de construction notamment au PAL et dans une usine de clinker financés par le secteur privé. Le taux d'investissement se situe à 22,7% en 2014 contre 24,0% en 2013, en liaison avec le maintien des efforts du Gouvernement et du secteur privé dans le financement des infrastructures.

S'agissant des échanges extérieurs, les exportations de biens et services ont enregistré une hausse de 3,0% en passant de 1.062,7 milliards de FCFA en 2013 à 1.095,0 milliards de FCFA en 2014. Les importations progressent de 3,1% par rapport à 2013 et s'établissent à 1.503,0 milliards de FCFA.

En somme, la demande intérieure a représenté 118,0% du PIB en 2014 contre 119,2% en 2013. Les échanges extérieurs sont marqués par une régression de la propension moyenne à exporter les biens et services et de la propension moyenne à importer qui passent respectivement de 51,5% et 70,6% en 2013 à 48,4% et 66,4% en 2014.

I.1.3. Prix et inflation

La moyenne de l'IHPC sur les douze mois de l'année 2014 se chiffre à 114,0 contre 113,8 aux douze mois de 2013, soit une hausse de 0,2%. Cette augmentation est essentiellement due à la progression des prix observée au niveau des fonctions "**Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles**", "**Transports**" et "**Restaurants et hôtels**" respectivement de 2,8%, 4,3% et 2,6%. La prévision du taux d'inflation de 0,2% pour l'année 2014 au quatrième trimestre, sur la base des informations des neuf premiers mois de 2014, s'est donc réalisée.

Les douze fonctions ont évolué comme suit :

• Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	:	-4,3%
• Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	:	+0,4%
• Articles d'habillement et chaussures	:	+0,5%
• Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	:	+2,8%
• Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer	:	+1,6%
• Santé	:	-0,2%
• Transports	:	+4,3%
• Communications	:	-0,8%
• Loisirs et culture	:	-0,9%
• Enseignement	:	+2,6%
• Restaurants et hôtels	:	+2,6%
• Biens et services divers	:	+1,1%.

Le groupe "**Produits alimentaires**" a régressé de 4,5% tandis que le groupe "**Boissons non alcoolisées**" a augmenté de 1,9%. Au niveau du groupe "**Produits alimentaires**", tous les sous-groupes ont baissé sauf le sous-groupe "**Viande**" qui a augmenté de 1,0%.

Les douze fonctions ont contribué à l'inflation de 0,2% de l'année 2014 comme suit :

• Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	:	-1,2%
• Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	:	+0,003%
• Articles d'habillement et chaussures	:	+0,04%
• Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	:	+0,3%
• Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer	:	+0,1%
• Santé	:	-0,01%
• Transports	:	+0,5%
• Communications	:	-0,05%
• Loisirs et culture	:	-0,02%
• Enseignement	:	+0,1%
• Restaurants et hôtels	:	+0,4%
• Biens et services divers	:	+0,1%
INDICE GLOBAL	:	0,2%

En termes d'origine, les prix des produits importés et ceux des produits locaux, avec une pondération respectivement de 30,72% et 69,28% du panier, ont augmenté chacun de 0,1% en variation trimestrielle. En glissement annuel, les prix des produits importés et ceux des produits locaux ont augmenté respectivement de 1,7% et 0,8%.

Sur l'année 2014, les prix des produits importés ont augmenté de 1,5% tandis que ceux des produits locaux ont diminué de 0,4% par rapport à 2013. La baisse des prix des produits locaux serait en liaison avec la campagne agricole 2013-2014 largement excédentaire entraînant une diminution des prix des produits alimentaires de 4,5% sur l'année 2014.

I.2. Finances publiques et dette publique

I.2.1. Finances publiques

Les opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2014 comparées à celles de 2013 présentent les évolutions suivantes :

- une progression de 5,6% des recettes totales et dons ;
- un accroissement de 2,0% des dépenses totales et prêts nets ;
- une progression de 17,0% des dépenses d'investissement ;
- un solde global base caisse de -100,2 milliards de FCFA contre -106,7 milliards de FCFA un an plus tôt.

I.2.1.1. Recettes et dons

Au titre de l'année 2014, les recettes de l'Etat (dons inclus) ont atteint 551,2 milliards de FCFA et sont en hausse de 5,6% par rapport à 2013.

Les recettes totales hors dons se chiffrent à 505,4 milliards de FCFA, en accroissement de 12,2% par rapport à 2013.

Les recettes fiscales s'élèvent à 458,2 milliards de FCFA, en hausse de 13,6%. Cette augmentation est principalement portée par les "**Impôts sur les revenus et bénéfices**" (22,6%) et les "**taxes sur les biens et services**" (30,1%) qui se chiffrent respectivement à 109,6 milliards de FCFA et 222,2 milliards de FCFA. Par contre, les "**impôts sur le commerce extérieur**" sont en régression de 12,9%. La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), une composante des "**taxes sur les biens et services**", augmente de 35,7% et s'établit à 196,3 milliards de FCFA.

Les recouvrements fiscaux du Commissariat des impôts (CI) ont atteint 212,0 milliards de FCFA, en hausse de 23,9% par rapport à fin décembre 2013 et représentent 111,6% des prévisions annuelles.

Cette performance au niveau des impôts indirects s'explique entre autres par :

- le renforcement des services de recouvrement ;
- la bonne coordination entre les services d'assiettes et ceux des recouvrements ;
- le renforcement du contrôle fiscal ;
- la collecte des recettes par les banques ;
- la vulgarisation des lois de finances ;
- les efforts accrus de sensibilisation.

Les contributions indirectes recouvrées par le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) est en progression de 5,9% par rapport à fin décembre 2013 et se chiffrent à 246,2 milliards de FCFA. Elles représentent 108,6% des prévisions annuelles.

Cette performance s'explique entre autres par :

- la mise en place effective des organes de l'Office togolais des recettes (OTR) et les compensations effectuées entre l'Etat togolais et la société Togotélécom ;
- le renforcement des services de recouvrement ;
- le renforcement de la lutte contre la fraude et la contrebande ;
- la collecte des recettes par les banques ;
- la vulgarisation des lois de finances ;
- les efforts accrus de sensibilisation.

Au titre de l'année 2014, les recettes non fiscales s'élèvent à 43,4 milliards de FCFA contre 46,1 milliards de FCFA douze mois plus tôt.

A fin décembre 2014, les dons mobilisés s'élèvent à 45,8 milliards de FCFA contre 73,5 milliards de FCFA à fin décembre 2013.

I.2.1.2. Dépenses et prêts nets

Les dépenses totales et prêts nets enregistrées à la fin de l'année 2014 s'élèvent à 626,4 milliards de FCFA, en progression de 2,0% par rapport à fin de l'année 2013.

Les dépenses courantes s'établissent à 418,8 milliards de FCFA, en baisse de 4,1% par rapport à fin décembre 2013. Cette évolution s'explique par la régression de 18,5% des **"transferts et subventions"** qui s'établissent à 79,8 milliards de FCFA. Les intérêts dus au titre de la dette publique se chiffrent à 28,3 milliards de FCFA contre 22,5 milliards de FCFA à fin décembre 2013.

Les dépenses d'investissement à fin décembre 2014 s'établissent à 207,3 milliards de FCFA, en augmentation de 17,0% par rapport à la même période de l'année précédente. Cet accroissement résulte de l'effet combiné de la progression des dépenses en capital sur financement interne de 68,9% et de la baisse de 10,7% des dépenses en capital financées sur ressources externes.

I.2.1.3. Soldes et financement

Le **"solde global hors dons base ordonnancements"** et le **"solde global base caisse"** (dons inclus) sont respectivement de -121,0 milliards de FCFA et -100,2 milliards de FCFA en 2014 contre respectivement -164,0 milliards de FCFA et -106,7 milliards de FCFA à fin décembre 2013.

Le financement intérieur et le financement extérieur sont évalués respectivement à 59,0 milliards de FCFA et 95,2 milliards de FCFA contre respectivement 103,4 milliards de FCFA et 107,2 milliards de FCFA un an plus tôt.

I.2.2. Dette publique

L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 914,1 milliards de FCFA à fin décembre 2013 à 1.037,8 milliards de FCFA à fin décembre 2014 enregistrant une hausse de 123,7 milliards de FCFA, soit une augmentation de 13,5%.

I.2.2.1. Dette extérieure

A fin décembre 2014, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 470,5 milliards de FCFA représentant 45,3% du portefeuille de la dette totale. L'encours de la dette extérieure totale a progressé de 113,1 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2013, soit une augmentation de 31,6%. Cette augmentation s'explique par l'effet combiné des paiements, des tirages et des fluctuations des principales devises de libellé des prêts.

L'encours de la dette multilatérale se chiffre à 243,1 milliards de FCFA à fin décembre 2014 contre 209,0 milliards de FCFA au 31 décembre 2013, soit une progression de 16,3%. Cette augmentation s'explique notamment par les tirages effectués sur les emprunts de la Banque Ouest africaine de développement (BOAD), de l'International Development Association (IDA) et du Fonds africain de développement (FAD).

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours du quatrième trimestre 2014 tout comme au quatrième trimestre 2013.

Pour les opérations en cours, les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2014 se chiffrent respectivement à 10,8 milliards de FCFA et 5,8 milliards de FCFA contre respectivement 3,5 milliards de FCFA et 3,3 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2013.

Les engagements et les tirages s'élèvent respectivement à 105,1 milliards de FCFA et 38,1 milliards de FCFA au cours de la période contre respectivement 10,4 milliards de FCFA et 36,2 milliards de FCFA à la même période de 2013.

L'encours de la dette bilatérale a régressé de 6,6% par rapport à fin décembre 2013 et se chiffre à 26,7 milliards de FCFA, soit une diminution de 1,9 milliard de FCFA due essentiellement aux paiements effectués au cours de la période sous revue.

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours de la période tout comme un an plus tôt.

Au cours de la période sous revue, il n'y a eu ni rééchelonnement, ni annulation de dettes tout comme au quatrième trimestre 2013. Les engagements et les tirages se sont chiffrés à 14,5 milliards de FCFA et 0,2 milliard de FCFA contre respectivement 11,9 milliards de FCFA et 1,6 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2013. Les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2014 se chiffrent respectivement à 4,2 milliards de FCFA et 0,7 milliard de FCFA contre respectivement 7,9 milliards de FCFA et 1,2 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2013.

L'encours de la dette éligible au Club de Paris est de 3,9 milliards de FCFA contre 6,6 milliards de FCFA à fin décembre 2013, en baisse de 40,9%. Cette baisse résulte essentiellement des paiements effectués envers la Belgique (ONDD) et la France (COFACE) au cours de la gestion.

Le montant total des arriérés de paiements à fin décembre 2014 est nul tout comme un an plus tôt.

L'encours de la dette due aux créanciers du Club de Londres est de 200,7 milliards de FCFA contre 119,8 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit une hausse de 67,5%. Cette augmentation s'explique par les décaissements effectués par EXIMBANK Chine et EXIMBANK Inde dans le cadre de la construction des infrastructures routières, électriques et aéroportuaires d'une part, et la prise en compte de la créance de Gaz de France et Suez (GDF-SUEZ) d'autre part.

I.2.2.2. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure, à fin décembre 2014, s'élève à 567,3 milliards de FCFA contre 556,7 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit une hausse de 1,9% due à l'effet combiné des remboursements des arriérés de la dette sociale et du passif de l'Etat (FER, OTP, IFG, et SOTOCO), du paiement des allocations DTS et du remboursement et émission des emprunts obligataires.

Les montants acquittés au titre du principal et des intérêts se chiffrent respectivement à 55,5 milliards de FCFA et 14,6 milliards de FCFA.

L'encours de la dette intérieure à fin décembre 2014 comparé à la situation de fin décembre 2013 se présente comme suit :

- Dette commerciale : 21,9 milliards de FCFA contre 35,3 milliards de FCFA ;
- Dette financière : 91,5 milliards de FCFA contre 109,9 milliards de FCFA ;
- Dette sociale : 62,2 milliards de FCFA contre 80,8 milliards de FCFA ;
- Engagements et risques : 23,1 milliards de FCFA, inchangés ;
- Passif de l'Etat (liquidation des entreprises d'Etat) : 51,9 milliards de FCFA contre 52,6 milliards de FCFA ;
- Dette conventionnelle (emprunts obligataires, allocations DTS et titrisation créances douteuses des banques) : 316,7 milliards de FCFA contre 255,0 milliards de FCFA.

I.3. Secteur monétaire

La situation monétaire à fin décembre 2014 comparée à celle de fin décembre 2013 est marquée par une dégradation de 77,0 milliards de FCFA de la position extérieure nette et un renforcement de 110,7 milliards de FCFA du crédit intérieur. En contrepartie, la masse monétaire a progressé de 97,9 milliards de FCFA.

I.3.1. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires, à fin décembre 2014, sont ressortis à 238,3 milliards de FCFA contre 315,4 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit une baisse de 24,4%. Ce recul est attribuable aux positions extérieures nettes de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et des banques de dépôts qui ont régressé respectivement de 64,1 milliards de FCFA et de 12,9 milliards de FCFA.

Le repli de 65,2% des AEN de la Banque centrale résulte de la progression des engagements extérieurs de 102,2 milliards de FCFA, notamment les engagements de la BCEAO vis-à-vis des institutions financières sous-régionales et internationales³, que n'a pu compenser la hausse de 38,0 milliards de FCFA des avoirs extérieurs bruts, principalement la position créditrice en disponibilité extérieure (+30,0 milliards de FCFA).

La baisse de 5,9% de la position extérieure nette des banques de dépôts résulte de la hausse des avoirs extérieurs bruts (+19,6 milliards de FCFA) moins importante que celle des engagements extérieurs (+32,5 milliards de FCFA).

³ Il s'agit des dépôts de ces institutions financières dans les livres de la Banque centrale.

I.3.2. Crédit intérieur

A fin décembre 2014, l'encours du crédit intérieur est estimé à 887,0 milliards de FCFA, en hausse de 14,3% par rapport à fin décembre 2013. Cette hausse est induite par la progression de 79,3 milliards de FCFA des concours au secteur privé et de la détérioration de la Position nette du gouvernement (PNG) de 31,5 milliards de FCFA.

I.3.2.1. Position nette du gouvernement

En passant de 92,9 milliards de FCFA à fin décembre 2013 à 124,4 milliards de FCFA à la fin de l'année 2014, la PNG s'est dégradée de 33,9%. Cette aggravation est principalement imputable à la hausse de 77,0 milliards de FCFA des concours des banques (souscriptions aux titres émis par le Trésor public sur le marché financier régional et les divers autres concours) à l'Etat et à la diminution de 12,7 milliards de FCFA des dépôts publics à la Banque centrale. Toutefois, l'évolution de la PNG a été atténuée par l'accroissement de 47,1 milliards de FCFA des dépôts publics dans les banques et des amortissements de 5,8 milliards de FCFA au titre des concours du FMI et de 5,5 milliards de FCFA au titre des concours adossés aux allocations de DTS.

I.3.2.2. Crédits à l'économie

Comparés à leur niveau de fin décembre 2013, les crédits à l'économie ont progressé de 11,6% et se chiffrent à 762,6 milliards de FCFA à fin décembre 2014. Cette hausse résulte de l'augmentation de 5,6% des crédits à court terme et de 18,7% des crédits à long et moyen terme qui se fixent respectivement à 390,5 milliards de FCFA et 372,1 milliards de FCFA.

Les crédits ordinaires se sont consolidés de 81,6 milliards de FCFA, en passant de 680,9 milliards de FCFA à fin décembre 2013 à 762,5 milliards de FCFA un an plus tard. Cette hausse a bénéficié principalement aux entreprises intervenant dans les branches d'activités « bâtiments et travaux publics » (+65,0%), « services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels » (+37,4%) et « commerce de gros et de détail, restaurants, hôtels » (+8,1%).

Les crédits de campagne se chiffrent à 0,1 milliard de FCFA contre 2,4 milliards de FCFA à fin décembre 2013.

I.3.3. Masse monétaire

Comparée à fin décembre 2013, la masse monétaire a enregistré une expansion de 9,8% et s'établit à 1096,9 milliards de FCFA au terme de 2014. Cette hausse se traduit par l'accroissement des dépôts en banques et en CCP.

En effet, les dépôts en banques ont progressé de 13,8% et s'élèvent à 936,5 milliards de FCFA. Cet accroissement provient des dépôts des particuliers et entreprises privées et des dépôts des organismes publics qui augmentent respectivement de 14,0% et 12,1% par rapport à fin décembre 2013.

Les dépôts en CCP se sont accrus de 2,5% en passant de 14,3 milliards de FCFA à fin décembre 2013 à 14,6 milliards de FCFA un an plus tard.

Sur la période sous revue, la circulation fiduciaire (billets et pièces hors banques) est en recul de 9,7% et s'établit à 145,8 milliards de FCFA.

I.4. Secteur extérieur

I.4.1. Commerce spécial

En 2014, les échanges commerciaux comparés à l'année 2013, sont caractérisés par une régression des exportations et des importations en valeur et une détérioration du déficit commercial.

I.4.1.1. Exportations

Au titre de l'année 2014, les exportations s'élèvent à 288,3 milliards de FCFA pour une quantité de 1.138.505,3 tonnes contre 516,2 milliards de FCFA pour une quantité de 3.720.391,8 tonnes en 2013, soit un repli de 44,1% en valeur.

Cette régression est due à certains produits, dont les exportations ont baissé en valeur par rapport à 2013. Il s'agit : des « ciments portland autres que blancs » (-71,3%), du « coton, non cardé ni peigné : égrené » (-2,5%), du « ciment non pulvérisés dits "Clinkers", même colorés » (-91,2%), des « phosphates de calcium ou aluminocalciques naturels et craies » (-66,7%) et des « eaux y.c. les eaux minérales et gazéifiées sucrées ou aromatisées » (-67,7%).

Par rapport à 2013, les exportations en valeur à destination des pays comme le Bénin, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Ghana, la France et le Sénégal ont baissé respectivement de 29,6%, 59,2%, 29,6%, 55,1%, 65,4%, 77,8% et 55,6%.

En 2014, le « coton, non cardé ni peigné : égrené » est le premier produit d'exportation du Togo avec une valeur de 27,6 milliards de FCFA pour une quantité de 31.564,5 tonnes, soit une part relative de 9,6% de la valeur totale des exportations contre respectivement 28,4 milliards de FCFA, 33.607,2 tonnes et 5,5% un an plus tôt.

Les « sacs, sachets, pochettes, cornets en polyéthylène » sont le deuxième produit d'exportation du Togo avec 23,8 milliards de FCFA contre 19,2 milliards de FCFA en 2013.

L'« or non monétaire, y.c l'or platine, sous autres formes brutes » sont le troisième produit d'exportation avec 20,7 milliards de FCFA, soit une part relative de 7,2% contre respectivement 21,5 milliards de FCFA et 4,2% un an plus tôt.

Au titre de l'année 2014, le Bénin est le premier client mondial du Togo avec 41,8 milliards de FCFA pour une quantité de 66.224,3 tonnes, contre 59,3 milliards de FCFA pour une quantité de 284.183,1 tonnes en 2013.

Les exportations à destination de ce pays portent essentiellement sur les « sacs, sachets, pochettes, cornets en polyéthylène », les « boîtes, caisses, casiers et similaires en matières plastiques » et les « eaux y.c les eaux minérales et gazéifiées sucrées ou aromatisées ».

Le Bénin est suivi du Burkina Faso avec 38,4 milliards de FCFA pour une quantité de 80.937,7 tonnes contre respectivement 94,0 milliards de FCFA et

1.161.721,2 tonnes un an plus tôt. Le Niger est le troisième client du Togo avec 37,5 milliards de FCFA pour une quantité de 227.427,1 tonnes contre respectivement 53,3 milliards de FCFA et 380.986,1 tonnes.

Le Togo a exporté pour une valeur totale de 189,2 milliards de FCFA vers les Etats membres de la CEDEAO et pour une quantité de 504.830,1 tonnes contre respectivement 344,6 milliards de FCFA et 2.321.022,1 tonnes un an auparavant.

I.4.1.2. Importations

Les importations c.a.f. du Togo au cours de l'année 2014 ont régressé de 11,1% en valeur par rapport à l'année 2013 et se chiffrent à 859,1 milliards de FCFA contre 966,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Le poids des importations togolaises s'élève à 3.337.966,3 tonnes en 2014 contre 3.289.319,0 tonnes en 2013.

Cette régression s'explique par une diminution des importations en provenance des pays comme les Etats-Unis (-48,0%), le Pays-Bas (-42,8%), le Ghana (-33,5%), la Turquie (-9,5%), la Côte d'Ivoire (-20,5%) et la Chine (-1,8%).

Les « huiles lourdes à l'exclusion des huiles lubrifiantes : gas-oil » sont le premier produit d'importation avec 56,4 milliards de FCFA, en baisse de 11,9% par rapport à l'année 2013.

Le « super carburant » est le deuxième produit d'importation du Togo avec 44,8 milliards de FCFA pour 91.099,6 tonnes contre respectivement 70,1 milliards de FCFA et 135.837,3 tonnes en 2013.

Les « ciments non pulvérisés dits "clinkers", même colorés » sont le troisième produit d'importation avec 39,9 milliards de FCFA pour une quantité de 1.045.932,2 tonnes, soit une part relative de 4,6% contre respectivement 40,1 milliards de FCFA, 1.052.549,0 tonnes et 4,1% un an plus tôt.

Du côté des fournisseurs, la Chine est le premier fournisseur du Togo avec 152,0 milliards de FCFA pour une part relative de 17,7% de la valeur totale des importations contre respectivement 154,7 milliards de FCFA et 16,0% en 2013.

Les importations en provenance de ce partenaire portent essentiellement sur les « autres tissus de coton couleur, 85%, 200 g/m² ou moins », les « autres tubes et tuyaux en matières plastiques », les « autres carreaux... vernissés ou émaillés, en céramique » et les « sacs, sachets, pochettes, cornets en autres matières plastiques ».

La Chine est suivie de la France avec 79,5 milliards de FCFA pour une quantité de 101.911,2 tonnes, soit 9,3% de la valeur totale des importations contre respectivement 76,0 milliards de FCFA, 106.794,7 tonnes et 7,9% en 2013.

La Belgique est le troisième fournisseur du Togo avec 44,2 milliards de FCFA et 59.160,9 tonnes contre respectivement 39,0 milliards de FCFA et 72.540,2 tonnes un an plus tôt.

Les importations en provenance de la CEDEAO ont régressé de 23,0% en se fixant à 77,3 milliards de FCFA au cours de l'année 2014. Ce repli est imputable à

une baisse des importations du Togo en provenance de tous les pays membres de la Communauté à l'exception du Bénin et du Burkina Faso.

Le Ghana est le premier fournisseur du Togo dans la Communauté pour une valeur de 31,1 milliards de FCFA contre 46,8 milliards de FCFA en 2013.

Les achats en provenance du Ghana ont porté essentiellement sur les « autres poissons entiers congelés (foies, œufs, laitances exclus) », les « autres huiles lubrifiantes destinées à être mélangées » et les « butanes liquéfiés ».

I.4.1.3. Balance commerciale

Au titre de l'année 2014, le déficit commercial du Togo avec l'ensemble des pays partenaires s'établit à 570,8 milliards de FCFA contre 450,0 milliards de FCFA en 2013, soit une aggravation de 120,8 milliards de FCFA.

Comparativement à 2013, l'excédent commercial avec les pays de la CEDEAO s'est détérioré de 132,2 milliards de FCFA, pour s'établir à 111,9 milliards de FCFA en 2014.

I.4.2. Balance des paiements

I.4.2.1. Estimations de la balance des paiements 2014

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2014, un solde déficitaire de 77,0 milliards de FCFA résultant d'un déficit courant de 275,2 milliards de FCFA, d'un excédent du compte de capital de 156,0 milliards de FCFA et d'un passif net de 42,3 milliards de FCFA du compte financier.

I.4.2.1.1. Solde des transactions courantes et de capital

Le **déficit courant** s'améliorerait de 5,5 milliards de FCFA par rapport à l'année 2013, suite notamment aux hausses de 8,5 milliards de FCFA et de 4,1 milliards de FCFA respectivement des soldes excédentaires des revenus primaires et secondaires, atténuées par l'aggravation de 8,1 milliards de FCFA du déficit des biens.

La baisse de 8,1 milliards de FCFA de la balance des biens serait consécutive à l'effet de la hausse de 20,4 milliards de FCFA des importations plus accentuée que celle de 12,3 milliards de FCFA des exportations.

L'augmentation des exportations serait principalement favorisée par l'amélioration des exportations de divers produits des industries manufacturières, notamment celles de la zone franche industrielle.

L'augmentation des importations de biens serait due principalement à :

- la hausse de la facture pétrolière et celle des biens de consommation courante ;
- l'augmentation des importations de biens intermédiaires, en liaison, entre autres, avec les travaux de réhabilitation et de rénovation des infrastructures routières ainsi que l'évolution des activités des industries manufacturières ;

- la progression des achats de biens d'équipement dans le cadre, notamment des travaux de modernisation des équipements portuaires et aéroportuaires ainsi que de la poursuite de la mise en place des équipements de production des industries extractives, en particulier dans les filières « clinker » et « marbre ».

Le **balance des services** s'améliorerait de 1,0 milliard de FCFA en 2014 par rapport à 2013, en relation avec l'accroissement des voyages et des autres services, notamment dans les domaines des télécommunications, des bâtiments et travaux publics, etc.

L'**excédent du solde des revenus primaires** augmenterait de 8,5 milliards de FCFA en 2014 par rapport à 2013, en liaison notamment avec la hausse du revenu des investissements réalisés par les résidents.

Le **solde excédentaire des revenus secondaires** s'établirait à 133,7 milliards de FCFA en 2014, en amélioration de 4,1 milliards de FCFA par rapport au niveau de 2013, en liaison avec la hausse des envois de fonds des travailleurs migrants.

Le **solde du compte de capital** serait de 156,0 milliards de FCFA en 2014 contre 155,6 milliards de FCFA en 2013, soit une progression de 0,3 milliard de FCFA, en liaison avec l'accroissement de la mobilisation des dons.

Les transactions courantes et en capital ressortiraient ainsi déficitaires de 119,3 milliards de FCFA en 2014, après un déficit de 125,1 milliards de FCFA un an plus tôt.

I.4.2.1.2. Compte financier

Le **solde du compte financier** s'établirait à -42,3 milliards de FCFA en 2014 contre -164,2 milliards de FCFA en 2013, traduisant une réduction du passif de 122,0 milliards de FCFA.

Balance des paiements

(en milliards de FCFA)

LIBELLES	2012	2013	2014
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-150,2	-280,7	-275,2
BALANCE DES BIENS	-284,9	-430,0	-438,1
Exportations de biens (fob)	660,3	751,9	764,2
Importations de biens (fob)	-945,1	-1 182,0	-1 202,3
BALANCE DES SERVICES	8,0	7,2	8,2
REVENU PRIMAIRE	3,1	12,5	21,0
REVENU SECONDAIRE	123,6	129,6	133,7
COMPTE DE CAPITAL	146,2	155,6	156,0
SOLDE DES TRANSACTIONS COURANTES ET DE CAPITAL	-4,0	-125,1	-119,3
COMPTE FINANCIER	16,2	-164,2	-42,3
SOLDE GLOBAL	-17,3	41,6	-77,0

Source : BCEAO

II. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Au titre de la surveillance multilatérale, la situation de la convergence à fin décembre 2014 se présente comme suit :

	Normes CEDEAO	2013	2014
CRITERES DE 1^{er} RANG			
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement)/PIB nominal	$\leq 3\%$	4,5	3,3
Taux d'inflation en moyenne annuelle	$\leq 5\%$	1,8	0,2
Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale/ Recettes fiscales de l'année précédente	$\leq 10\%$	0,0	0,0
Réserves brutes en mois d'importations	≥ 6	5,3	5,6

	Normes CEDEAO	2013	2014
CRITERES DE 2nd RANG			
Non accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs au titre de la gestion courante	0,0	0,0	0,0
Ratio des recettes fiscales / PIB nominal	$\geq 20\%$	19,5	20,3
Ratio de la masse salariale / recettes fiscales	$\leq 35\%$	32,4	31,3
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes / recettes fiscales	$\geq 20\%$	15,3	22,7
Taux d'intérêt réel	$> 0\%$	2,0	0,6
Ratio dette publique/PIB nominal (%)	$\leq 70\%$	44,3	45,9

Source : Direction de l'économie

Au total, le Togo a respecté deux critères de premier rang et tous les critères de deuxième rang en 2014.

III. HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

III.1. Protocoles et Conventions de la CEDEAO non encore ratifiés par le Togo

A la troisième réunion annuelle de concertation et de sensibilisation des Etats membres sur la mise en œuvre effective des Conventions, Protocoles et Actes additionnels de la CEDEAO organisé du 22 au 26 juillet 2012 à Accra, il a été relevé qu'il reste au Togo onze (11) textes à ratifier sur les cinquante-quatre (54) adoptés par la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement. Il s'agit de :

- 1- Protocole A/P1/12/ portant amendements des Articles 12 et 13 du Protocole relatif au Mécanisme de Prévention, de gestion et de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité ;
- 2- Protocole A/P.1/01/03 relatif à la Définition de la notion de Produits originaires des Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- 3- Protocole A/P.2/01/03 relatif à l'Application des Procédures de compensation des pertes de recettes subies par les Etats membres de la CEDEAO du fait de la libéralisation des échanges ;
- 4- Accord sur la Coopération en matière criminelle entre la police des Etats membres de la CEDEAO du 19 décembre 2003 ;
- 5- Protocole additionnel A/SP.1/01/05 portant amendement du Préambule des articles 1^{er}, 2, 9, 22 et 30 du Protocole A/P1/7/91 relatif à la Cour de Justice de la Communauté, ainsi que de l'article 4 paragraphe 1 de la version anglaise dudit Protocole, signé à Accra le 19 janvier 2005 ;
- 6- Protocole A/P.1/01/06 relatif à la création de l'Office de renseignements et d'investigations en matière criminelle de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- 7- Protocole Additionnel AS/P.1/01/06 portant amendement des articles VI-C, VI-L, IX-8, X1-2, et XII du Protocole A/P2/7/87 relatif à la création de l'Organisation Ouest africaine de la santé (OOAS) ;
- 8- Protocole Additionnel A/SP.1/06/06 portant amendement du Traité Révisé de la CEDEAO ;
- 9- Protocole Additionnel A/SP.2/06/06 portant amendement de l'article 3 paragraphes 1,2 et 4, de l'article 4 paragraphes 1,3 et 7 et de l'article 7 paragraphe 3 du Protocole relatif à la Cour de Justice de la Communauté ;
- 10- Protocole Additionnel A/SP.3/06/06 portant amendement du Protocole A/P2/8/94 relatif au Parlement de la Communauté ;
- 11- Convention Générale A/C.1/01/03 sur la Reconnaissance et l'équivalence des diplômes universitaires, grades, certificats et autres qualifications des Etats membres de la CEDEAO.

III.2. Libre circulation des personnes et des biens, droit de résidence et d'exercice des professions libérales

Le Togo a ratifié tous les protocoles relatifs à la libre circulation des personnes et des biens, au droit de résidence et d'établissement. Les droits de circuler librement, de résider et d'exercer sont reconnus à tout citoyen de la communauté.

En outre, le Togo a mis en place des mesures courageuses pour fluidifier le trafic, à savoir la suppression des postes fixes de Police et de Gendarmerie. Mais il est difficile, compte tenu de l'étroitesse de notre pays (50 à 150 km de large) de ne permettre aucun point de contrôle entre le bureau de frontière Togo-Ghana et la frontière Togo-Bénin. Sur le tronçon Lomé-Cinkassé, seul le poste de douane d'Adétikopé est en voie de démantèlement pour le jumeler à celui de Tsévié.

III.3. Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO

Dans le cadre du Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO, le Comité National d'Agrément (CNA) mis en place à cet effet a agréé en fin septembre 2012 quinze (15) produits pour deux (02) entreprises.

De 1990, année de lancement de ce programme à 2011, quarante-sept (47) entreprises ont reçu leur agrément dont quinze (15) ont cessé leurs activités. Les produits agréés sont au nombre de 119.

III.4. Activités du Comité National de Coordination (CNC)

Les activités du CNC sont constituées essentiellement de réunions du Groupe technique et des membres statutaires. Ces réunions ont lieu sur une base trimestrielle et exceptionnellement pour examiner et adopter les résultats des travaux notamment en ce qui concerne l'élaboration et la validation des rapports périodiques et les programmes pluriannuels de convergence et de stabilité macroéconomique. En 2014, le comité a pu organiser trois (3) réunions pour examiner et adopter les rapports du quatrième 4^{ème} trimestre 2013, du 1^{er} trimestre 2014, du 1^{er} semestre 2014.

La mise à jour de la base de données ECOMAC à fin décembre 2014 est en cours.

IV. PERSPECTIVES 2015

En 2015, les productions de phosphate, de clinker et de ciment seraient en hausse tout comme l'ensemble des industries manufacturières et des industries extractives. Avec un taux d'exécution du programme d'investissement public fixé par hypothèse à 70%, le niveau de l'investissement public serait de 257,3 milliards de FCFA contre une réalisation de 207,3 milliards de FCFA en 2014, apportant une contribution positive à la croissance. Les bâtiments et travaux publics bénéficieraient de cette progression des dépenses d'investissement public ainsi que les industries connexes, notamment les aciéries et les cimenteries. L'activité de transport proviendrait du PAL avec la mise en service du troisième quai et de la nouvelle darse, et de l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma (AIGE) après la mise en service de la nouvelle aérogare.

L'augmentation attendue de la production de phosphate, de coton, de clinker et de produits manufacturiers aurait un impact favorable sur les exportations de biens.

Au regard de ces hypothèses, le taux de croissance du PIB réel passerait de 5,9% en 2014 à 5,8% en 2015. Tous les secteurs de l'économie contribueront à la croissance.

Du côté de l'offre

Le secteur primaire enregistrerait une hausse de 4,6% tirée principalement par la branche « **Agriculture** », les cultures vivrières (+3,9%) et les cultures de rente (+15,9%).

Au niveau du secteur secondaire, la VA progresserait de 10,3%, sous l'impulsion de toutes ses composantes, notamment les « **Industries extractives** » (+21,2%), les « **Industries manufacturières** » (+4,8%), le chapitre « **Electricité, eau et gaz** » (+4,2%) et les « **BTP** » (+14,9%).

La VA du secteur tertiaire marchand progresserait de 4,5% tirée par la croissance des activités au niveau du « **Commerce** » (+1,5%), du « **Transport, Entrepôts et Communications** » (+11,0%) et des « **Banques, Assurances** » (+5,6%). Celle des branches non marchandes augmenterait de 2,1%.

La contribution des différentes composantes du PIB réel à la croissance en 2015 se présenterait comme suit :

CONTRIBUTION A LA CROISSANCE (en %)			
	2013	2014	2015
Secteur primaire	0,0	3,8	1,4
Secteur secondaire	1,1	0,3	2,0
Secteur tertiaire	3,2	0,3	1,4
Prod imp services bancaires	-0,9	-0,7	-0,8
VAB BRANCHES NON MARCHANDES	0,9	0,2	0,2
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-0,7	2,2	0,3
Droits et taxes à l'importation hors	1,8	-0,2	1,3
Produit Intérieur Brut (PIB)	5,4	5,9	5,8
Cohérence	0,0	0,0	0,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Du côté de la demande

En 2015, la consommation finale globale nominale se chiffrerait à 2.242,6 milliards de FCFA contre 2.157,4 milliards de FCFA en 2014, soit une progression de 3,9%. Elle représenterait 92,3% du PIB nominal contre 95,4% en 2014, impulsée par la consommation privée qui représenterait 78,1% du PIB. La part de la consommation publique dans le PIB nominal serait de 14,2% contre 13,9% en 2014.

La FBCF totale enregistrerait une augmentation de 10,0% par rapport à 2014 et se chiffrerait à 579,3 milliards de FCFA. Le niveau de la FBCF publique serait en baisse de 12,2% en passant de 207,3 milliards de FCFA en 2014 à 182,0 milliards de FCFA en 2015. Le taux d'investissement se situerait à 23,7% en 2015 contre 22,7% en 2014 en liaison avec l'accroissement des investissements privés avec une part relative qui passerait de 14,1% en 2014 à 16,4% en 2015.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations de biens et services passeraient de 1.095,0 milliards de FCFA en 2014 à 1.084,7 milliards de FCFA en 2015, en recul de 0,9%. Les importations enregistreraient une baisse de 2,0% et s'établiraient à 1.473,7 milliards de FCFA.

En somme, la demande intérieure nominale représenterait 116,0% du PIB en 2015 contre 118,0% en 2014. Les échanges extérieurs seraient marqués par une régression de la propension moyenne à exporter les biens et services et de la propension moyenne à importer qui passeraient respectivement de 48,4% et 66,4% en 2014 à 44,7% et 60,7% en 2015.

La contribution des emplois à la croissance de 5,8% du PIB en 2015 se présenterait comme suit :

Contributions des emplois du PIB à la croissance			
en %	2013	2014	2015
PIB aux prix du marché	5,4	5,9	5,8
Exportations de b. et s. nettes	-19,7	-1,5	-0,5
Consommation finale	23,4	4,4	1,0
Privée	19,3	5,1	0,6
Publique	4,1	-0,7	0,5
Formation brute de capital fixe	1,1	2,5	1,5
Privé	0,9	0,1	4,3
Publique	0,2	2,5	-2,8
Variation des stocks	0,7	0,4	3,7
Cohérence	5,4	5,9	5,8

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Toutefois, la réalisation de cette performance reste liée à la maîtrise du principal facteur de risque qu'est la vulnérabilité du Togo aux aléas climatiques et aux chocs exogènes extérieurs. La mise en place de mesures visant à renforcer l'offre d'énergie électrique demeure également un défi important à relever.

L'inflation en 2015 serait contenue dans la limite de la norme communautaire de 5,0%. En moyenne annuelle, le taux d'inflation mesuré par l'indice du déflateur du PIB se situerait à 1,5% grâce à la poursuite des actions de l'Etat pour améliorer l'offre alimentaire.

CONCLUSION

La croissance mondiale reste modérée, avec des perspectives inégales dans les principaux pays et régions. Selon les dernières estimations du FMI, elle devrait s'établir à 3,5% en 2015 contre 3,4% en 2013. Les perspectives des pays avancés s'améliorent, tandis que la croissance dans les pays émergents et les pays en développement devrait être plus faible, principalement à cause d'une dégradation des perspectives de quelques grands pays émergents et des pays exportateurs de pétrole.

En Afrique subsaharienne, les prévisions tablent sur une croissance de l'ordre de 4,5% en 2015, après 5,0% en 2014 en liaison avec la baisse des prix des produits de base et les conséquences de l'épidémie Ebola dans les pays touchés.

Au plan national, l'activité économique est bien orientée dans tous les secteurs, sauf au niveau des échanges extérieurs. Les dernières estimations du Comité PIB fixent le taux de croissance du PIB à 5,9% en 2014. Cette croissance reste insuffisante, notamment pour générer les nombreux emplois attendus pour réduire le chômage des jeunes.

ANNEXE

Principaux indicateurs macroéconomiques en milliards de FCFA
(Sauf indication contraire)

Agrégats macroéconomiques	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur réel					
Taux de croissance réel (%)	4,0	4,8	5,8	5,4	5,9
Déflateur du PIB (%)	1,1	7,6	6,1	-1,5	3,5
Indice des prix à la consommation (moyenne)	1,4	3,6	2,6	1,8	0,2
Indice des prix à la consommation (fin de période)	3,8	1,5	2,9	-0,5	1,9
PIB à prix courant	1571,3	1772,6	1989,5	2064,9	2262,3
PIB par tête (en milliers de FCFA)	253,8	278,4	303,8	306,4	326,7
Secteur Extérieur					
Exports, f.o.b.	483,5	553,5	600,0	751,9	764,2
Imports, f.o.b.	708,4	827,2	1020,8	-1182,0	-1202,3
Balance commerciale	-225,0	-273,7	-420,9	-430,0	-438,1
Transactions courantes	-99,0	-160,8	-190,4	-280,7	-275,2
Solde global	36,6	31,7	-17,3	41,6	-77,0
Balance des paiements courants en % du PIB	-6,3	-9,1	-9,6	-13,6	-12,1
Balance des paiements courants hors transferts officiels	-148,8	-202,2	-226,4	-	-
Bal. des paiements courants hors transferts officiels en % PIB	-9,5	-11,4	-11,4	-	-
Secteur Monétaire					
Avoirs Extérieurs Nets	259,5	291,1	273,8	315,4	238,3
Crédit Intérieur	497,5	605,0	731,5	776,2	887,0
Position Nette du Gouvernement	138,8	98,9	129,7	92,9	124,4
Crédit à l'Economie	358,8	506,0	601,8	683,3	762,6
Masse monétaire	690,9	831,3	905,6	999,0	1 096,9
Crédit à l'Economie (% du PIB)	22,8	28,5	30,2	33,0	33,7
Masse monétaire (% du PIB)	44,0	46,9	45,6	48,4	48,5
Opérations Financières de l'Etat					
Recettes totales et dons	359,1	401,1	419,6	522,1	551,2
Recettes fiscales	246,7	291,4	327,7	403,5	458,2
Dons	62,3	84,6	48,0	71,7	45,8
Dépenses Totales et prêts nets	354,5	420,8	535,0	614,4	626,4
Dépenses courantes	230,9	276,1	359,6	436,5	418,8
Traitements et salaires	82,6	104,7	120,4	130,6	143,4
Dépenses en capital	123,6	144,2	175,1	162,2	207,3
Dépenses en capital sur ressources intérieures	46,2	68,2	70,9	61,6	104,1
Solde global hors dons	-57,6	-104,2	-163,4	-164,0	-121,0
Solde global	4,7	-19,6	-115,4	-92,3	-75,3
Recettes Totales en % du PIB	18,9	17,9	18,7	21,8	22,3
Solde global hors dons base ordonnancements en % du PIB	-3,7	-5,9	-8,2	-7,9	-5,4
Dettes Publiques					
Encours de la Dette publique Extérieure	260,3	241,9	278,8	357,4	470,5
Encours de la Dette Publique Intérieure	473,0	592,4	629,1	556,7	567,3
Encours dette publique total / PIB	46,7	47,1	45,6	44,3	45,9
Encours dette extérieure / PIB	16,6	13,6	14,0	17,3	20,8
Encours dette intérieure / PIB	42,5	51,1	51,9	27,0	25,1
Service de la dette extérieure / recettes budgétaires	5,8	2,0	4,5	5,2	6,0
Service de la dette extérieure / exportations biens et services	2,7	0,6	1,4	2,1	2,5

Source : Direction de l'économie